

REVUE DU CENTRE DE RECHERCHE ET D'EXPERTISE EN
GOUVERNANCE, RELATIONS INTERNATIONALES ET
STRATEGIQUES EN AFRIQUE (RCREGRISA)

JOURNAL OF THE CENTRE FOR RESARCH AND EXPERTISE IN
GOVERNANCE, INTERNATIONAL AND STRATEGIC RELATIONS
IN AFRICA

LE POLITOSCOPE



N°3 Avril 2024

**« Ce n'est qu'au début du crépuscule que la chouette de Minerve
prend son envol »**

Georg Wilhelm Friedrich HEGEL

COMITE DE REDACTION/EDITORIAL COMMITTEE

Rédacteur en chef/Editor-in-chief
Professeur Hilaire de Prince POKAM
Université de Dschang
Cameroun

Secrétaires de rédaction/Editorial Secretaries

MBIATEM Albert (PhD), Enseignant-Chercheur à l'Université de Buéa (Cameroun) et membre de l'African Leadership Centre, King's College London, University of London.

SADIO Adama, Docteur en Science Politique, Enseignant-Chercheur en Science Politique à Montpellier Business School et à l'Université Catholique d'Afrique de l'Ouest et à Madiba à Dakar (Sénégal).

TIOGO Romaric, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

METSAGHO MEKONTCHO Boris, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

Marketing

MOSOH Lewis MULUH, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

KAMNO Carine Gabrielle, Chargée de Cours en Science Politique, Enseignante-Chercheuse
Université de Dschang (Cameroun).

COMITE SCIENTIFIQUE /SCIENTIFIC COMMITTEE

ABOA ABIA Alain, Professeur Titulaire en sociolinguistique, Vice-Doyen de l'UFR Langues, Littérature et Civilisations, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

ABOYA ENDONG Manassé, Professeur de Science Politique, Vice-Recteur chargé des enseignements, de la professionnalisation et du développement, des technologies de l'information et de la communication, Université de Yaoundé II (Cameroun).

AKONO ATANGANE Eustache, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

BANGUI Thierry, Docteur en Architecture, Consultant et chercheur en développement, Bangui (République Centrafricaine).

BIPELE KEMFOUEDIO Jacques, Maître de Conférences en Droit Public, Chef de Département de Droit Public Interne, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Dschang (Cameroun).

CHIKOUNA Cissé, Maître de Conférences en Histoire, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

DATIDJO Ismaila, Maître de Conférences d'Anthropologie, Université de Dschang (Cameroun).

DOUI-WAWAYE Augustin Jérémie, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Bangui (République Centrafricaine).

EBOGO Frank, Maître de Conférences en Science Politique, chercheur au CREPS, Université de Yaoundé II (Cameroun).

EKAMBI DIBONGUE Guillaume, Professeur de Relations Internationales, Université de Douala (Cameroun), Président du Conseil d'Administration de l'Université de Douala (Cameroun).

FANYIM Gaius, Docteur en Science Politique, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

FOLEFACK Ernest, Docteur en Droit Public, Université de Dschang (Cameroun).

JACKSON Willy, Docteur en Science Politique, Relations internationales, Université Paris Diderot-Paris 7 (France), Consultant international, Président Fondateur de Jackson International Consulting (JIC), Sarl <https://www.ji-consulting.com> (France).

KAMDEM Pierre, Professeur de Géographie, Université de Poitiers (France).

KAMNO Carine Gabrielle, Chargée de Cours en Science Politique, Enseignante-Chercheuse, Université de Dschang (Cameroun).

KEMIR KIYEN James, Maître de Conférences, Chef de Département de Relations Internationales et de Résolutions des Conflits, Université de Buea-Cameroun.

KOBI Joseph, Maître de Conférences en Histoire, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire).

KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Professeur de Géographie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte-d'Ivoire.

KOUGNIAZONDE C. Christophe, Professeur, Doyen, Docteur. Kesington Adebukonola Adebutu Faculty of Law Houdegbe North American University Benin (HNAUB), Président Exécutif Académie Alioune Blondin Beye pour la Paix (ABBAP), Cotonou (Bénin).

LOFEMBE BENKENYA BEKE, Maître de Conférences en Relations Internationales, Université de Kinshasa (République Démocratique du Congo).

MBIATEM Albert (PhD), Enseignant-Chercheur à l'Université de Buéa (Cameroun) et membre de l'African Leadership Centre, King's College London, University of London.

MANDJACK Albert, Professeur de Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

MAOUNDONODJI Gilbert, Docteur en Sciences Politiques et Sociales, Université Catholique de Louvain (Belgique), Agrégé de Science Politique, Directeur Général du Centre d'Études et de Recherches sur la Gouvernance, les Industries Extractives et le Développement Durable (CERGIED), N'Djamena (Tchad).

MENGNO TARDZENYUY Thomas, Chargé de Cours en Science Politique, Enseignant-Chercheur, Université de Bamenda (Cameroun).

MOSOH Lewis MULUH, Docteur en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

MVELLE MINFENDA José Guy, Professeur de Relations Internationales, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Dschang (Cameroun).

NEMBOT NDEFFO Luc, Professeur d'Economie, Université de Dschang (Cameroun).

NGUEKEU NDONGMO Pierre, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Dschang (Cameroun).

NGWE Luc, Docteur en Science Politique de l'Université Paris X Nanterre. Chercheur indépendant rattaché à différents groupes de recherches (France).

NODEM Jean Emet, Professeur de Sociologie, Université de Dschang (Cameroun).

NOUMBISSIE TCHOUAKE, Maître de Conférences en Histoire, Coordonnateur du Groupe de Recherche sur la Colonisation (GERCO), Université de Dschang.

MOUMOUNI Guillaume, Ph.D. (Peking University), Assistant-Professor, University of Abomey-Calavi, Bénin, Faculty of Law and Political Science, Department of Political Science.

NSOH NDIKUM Christopher, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

NTUDA EBODE Joseph Vincent, Professeur de Relations Internationales et d'Etudes Stratégiques, Directeur du Centre d'Etudes Politiques et Stratégiques (CREPS), Université de Yaoundé II (Cameroun).

OMBALLA Magelan, Professeur de Science Politique, Université de Yaoundé II (Cameroun).

POKAM Hilaire de Prince, Docteur en Science Politique, Professeur de Relations Internationales, Université de Dschang (Cameroun).

SAHA Zacharie, Maître de Conférences en Histoire, Université de Dschang (Cameroun).

SADIO Adama, Docteur en Science Politique, Enseignant-Chercheur en Science Politique à Montpellier Business School et à l'Université Catholique d'Afrique de l'Ouest et à Madiba à Dakar (Sénégal).

SALI Aliyou, Maître de Conférences en Droit Public, Université de Dschang (Cameroun).

TSANA NGEUGANG Ramses, Docteur en Science Politique, Maître de Conférences en Science Politique, Université de Douala (Cameroun).

WANDJI KEMAJOU Axel, Docteur en Droit Public, Enseignant-Chercheur, Université de Dschang (Cameroun).

WASSOUNI François, Professeur d'Histoire, Université de Maroua (Cameroun).

**Les opinions exprimées ici n'engagent que leur
auteur**

TABLE DES MATIERES

Hilaire de Prince POKAM , La construction de l'Union Africaine à l'épreuve de la souveraineté étatique.....	15
Hilaire LOMBAT KONG , L'approche globale de la sécurité dans l'analyse stratégique et sécuritaire	51
Romarie TIOGO , La Chine, l'Allemagne et le don du bâtiment communautaire à l'Union Africaine : enjeux et perceptions	79
Herménégilde Richard GUERET-GBAGBA et Alban Paul GAZÉLÉ LEMBY , La CEEAC et la sécurité collective : le cas du terrorisme.....	105
Pascal KOAGNE WEMBE , Les enjeux des principaux acteurs internationaux et locaux engagés dans la lutte contre Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad	123
Julien RAMADJI BEGOTO et Carine Gabrielle KAMNO , Réseaux d'acteurs et enjeux structurant la gouvernance des réfugiés au Tchad	1445
Landry YEPMOU , L'art scénique comme champ d'adoucissement de la violence politique au Cameroun	169
Boris METSAGHO MEKONTCHO, Blaise SOUMELONG , Transformations journalistiques et recomposition de l'espace médiatique camerounais à l'ère de la révolution numérique.....	191
MBAH Valentine TEBECK, Richard MBIFI and KELESE George NSHOM , The intricacies in guaranteeing a haven for social media users in times of snowballing cyber criminality in Cameroon....	2067

L'APPROCHE GLOBALE DE LA SECURITE DANS L'ANALYSE
STRATEGIQUE ET SECURITAIRE

PAR

LOMBAT KONG Hilaire

Doctorant en Science Politique, Faculté des Sciences Juridiques et
Politiques

Université de Dschang (Cameroun)

Chercheur au CREGRISA

Email : hlombatk@gmail.com

Tel : 00237699836135 /00237654481200

Résumé : L'Approche globale est une expression apparue dans le champ des études stratégiques et de sécurité en 1999 et fait partie depuis 2002 du discours stratégique international. C'est une méthode à la fois de planification et de mise en œuvre adaptée à la lutte contre les nouvelles menaces à la paix et à la sécurité, les crises complexes. Elle est une modalité de contre-insurrection, élaborée pour faire face à l'insurrection, appliquée par des États ou par des organisations internationales. Elle concerne les niveaux politique, stratégique, opératif et tactique dans les processus décisionnels de prévention, de gestion ou de sortie des crises. Elle coordonne les moyens militaires et non militaires liés à la sécurité, au développement et à la gouvernance. La présente communication se propose de présenter de façon théorique cette approche globale aux niveaux politique, stratégique, opératif et tactique.

Mots-clés : Sécurité - Approche globale - Manœuvre globale – Insurrection - Contre-insurrection.

Abstract : The Comprehensive Approach is a term that appeared in the field of strategic and security studies in 1999 and has been part of the international strategic discourse since 2002. It is a method of both planning and implementation adapted to the fight against new threats to peace and security, and complex crises. It is a form of counter-insurgency, developed to deal with insurgency, applied by States or by international organizations. It concerns the political, strategic, operational and tactical levels in the processes of prevention, management or recovery from crises. It coordinates military and non-military assets related to security, development and governance. The aim of this study is to present the Comprehensive Approach in a theoretical manner at the political, strategic, operational and tactical levels.

Key words : Security - Comprehensive approach - Global manœuvre – Insurgency - Counter-insurgency.

INTRODUCTION

Le (des)ordre post-bipolaire a généré des concepts anxiogènes tels que « chaos », « turbulence », « nouveaux barbares », « nouvelles guerres », « nouvelles menaces » par des universitaires et des acteurs de la sécurité internationale. Ces locutions caractérisent des risques occasionnés par des États, leurs sociétés et leurs individus¹. Ces profonds bouleversements sont provoqués par le double effet technologique et géopolitique. Ils sont susceptibles d'engendrer les nouveaux types de risques suivants : risques géopolitiques (instabilités politiques, attentats, guérillas, enlèvements d'expatriés, piraterie maritime, ...), risques criminels (irruption d'organisations criminelles, acteurs illicites), risques sociétaux (dérives sectaires, phénomènes contestataires), risques anticoncurrentiels (accroissement de l'intensité concurrentielle ; pratiques hostiles, déloyales ou illégales pour avoir des informations ; contournement des règles d'accès aux marchés), risques pénaux extrajudiciaires (application extraterritoriale du droit), et les cybermenaces (nouveaux espaces de conflictualité, de crime et de contestation). Le champ de sécurité s'ouvre désormais à de nouveaux domaines et à de nouvelles conditions de fonctionnement². Ces menaces dites « nouvelles » sont d'anciennes menaces renouvelées. Elles concernent des modes de réponses préférentielles de certains acteurs à l'encontre des intérêts des États sans moyens militaires similaires. Cette atomisation des acteurs s'accompagne d'une remise en cause des règles et des institutions internationales. Ces acteurs non étatiques « contestent aux États le monopole de violence légitime ». Dans sa tentative de donner une typologie à ces nouvelles menaces, MESSINGA Ernest Claude parle du triptyque Criminalité organisée-terrorisme-piraterie maritime qu'il qualifie de modes opératoires mis en œuvre par les États et les acteurs trans- ou infra-étatiques³. Ces acteurs qui se déploient dans les zones grises peuvent être polymorphes, guerriers, trafiquants, idéologues, adversaires irréguliers

¹¹ DAHO Gregory, « Nouvelles menaces », « nouvelles guerres » : la construction des discours sur le désordre international », dans LES CHAMPS DE MARS, N°20, 2009/1, Éditions La documentation Française, p. 110.

² Guide : Gestion des risques et des nouvelles menaces, FRANCPOL/Réseau international francophone de formation policière, 5ème Congrès international, Octobre 2018, Dakar/Sénégal, p. 10.

³ MESSINGA Ernest Claude, « Les forces armées camerounaises face aux nouvelles formes de menaces à la sécurité : d'une armée de garde vers une armée d'avant-garde 1960-2010 », thèse de doctorat/PhD en Science Politique, Université de Yaoundé II/SOA, 2011.

et mobilisent des modes d'action symétriques et asymétriques⁴. C'est ainsi que l'expression d'« approche globale » apparaît en 1999 dans certains discours et documents pour souligner « la nécessité de prendre en compte l'imbrication des facteurs de conflits et de la multiplicité des acteurs susceptibles de contribuer à leurs résolution »⁵. Il s'agit alors de passer d'une conception de la sécurité basée sur la défense militaire du territoire nationale à une définition prenant en compte des menaces diffuses comme le terrorisme, le crime organisé, les « États faillis »⁶. Et depuis 2002, l'approche globale fait partie du discours stratégique international⁷ et fait référence aux nouvelles modalités d'intervention dans les crises et des conflits internationaux.

Selon le Colonel CLEE, l'AG provient du concept approche holistique conçu par Émile DURKHEIM à la fin du XIX^{ème} siècle⁸. L'AG permet de résoudre les conflits complexes et asymétriques⁹. Pour le Général ABRIAL, « il n'y a pas de solution militaire pure, mais [...] nulle solution n'existe sans soutien militaire fort ». S'agissant du Centre interarmées des concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE/France), l'approche globale est une « démarche visant à développer entre les parties différents degrés d'interaction dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité et du développement économique et social, en vue d'une meilleure cohérence et d'une plus grande efficacité dans le règlement de la crise tant dans la conception de l'intervention que dans son exécution sur le théâtre. Elle se fonde sur l'identification d'une vision globale partagée et une appropriation à terme

⁴ CLECH Jérôme, « L'hybridité : nouvelle menace, l'inflexion stratégique ? », Revue Défense Nationale, N788, 2017/3, Éditions Comité d'Étude de Défense Nationale, p. 12.

⁵ KOVACS Anne., « Approche globale », dans DURIEUX Benoit, JEANGENE VILMER Jean-Baptiste., RAMEL Frédéric (dir.). « Dictionnaire de la guerre et de la paix », Paris, Presses Universitaires de France/Humensis, 2017, p. 79.

⁶ LAVALLEE Chantal, POUPONNEAU Florent, « Introduction-L'approche globale à la croisée des champs de la sécurité européenne », Revue politique européenne, N° 51, 2016/1, L'Harmattan, p. 9.

⁷ Ibid., p. 10.

⁸ Colonel Fabrice CLÉE, « Le commandement opérationnel et la complexité, de quoi parle-t-on aujourd'hui ? », dans BRENNUS 4.0, Lettre d'information du Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement, N° 4, Avril 2019, p. 28.

⁹ Asymétrie : Disparité totale ou très prononcée des buts de guerre, de la nature des moyens, et des modes d'action utilisés, au point que les formes de pensée et d'action de l'une des parties restent impuissantes à apporter des réponses appropriées aux problèmes posés par le système de pensée de l'autre partie, l'inverse n'étant pas nécessairement vraie. (Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle (GIATO), DC-004_GIATO (2013), N° 212 /DEF/CICDE/NP du 16 décembre 2013, p. 25).

par la nation-hôte ». La doctrine COIN (*COunter Insurgency*) élaborée sous l'impulsion du général David PETRAEUS (USA) est proche de la pensée des français David GALULA et du général BIGEARD, deux théoriciens et praticiens français de la contre-insurrection¹⁰. Le général PETRAEUS définit l'approche globale comme une méthode qui permet, dans le conflit, à « étouffer une insurrection en développant une approche globale qui tarit ses ressources, coupe ses lignes logistiques, frappe ses leaders, sépare les éléments les plus durs des insurgés " réconciliables, rallie les populations »¹¹. Les moyens militaires et non militaires (« cinétiques » et « non cinétiques ») sont mis en œuvre. Expression adoptée dans la prévention, la gestion ou la sortie de conflit, l'AG « recouvre, selon les acteurs qui l'emploient, des initiatives structurelles, organisationnelles, financières ou méthodologiques, touchant à la planification comme à la mise en œuvre, cela du niveau stratégique jusqu'au théâtre d'opérations, et tant à l'échelon interministériel qu'au sein d'une organisation ou dans le cadre d'une coordination civilo-militaire plus étendue sur le plan multinational »¹².

Les communications sur l'AG élaborent des discours qui traitent de l'AG au niveau multinational et politique. Cette étude, qui se veut théorique, et non empirique, porte sur les moyens de donner un sens sur les connaissances¹³ du concept aux niveaux politique, stratégique, opératif et tactique. Elle s'articule en deux parties : l'Approche globale aux niveaux politique et stratégique (II), l'Approche globale aux niveaux opératif et tactique (II).

I - L'APPROCHE GLOBALE AUX NIVEAUX POLITIQUE ET STRATEGIQUE

L'AG est une approche académique de l'analyse militaire et convoque abondamment les sciences humaines et sociales¹⁴. Elle prend en

¹⁰ RUSCIO Alain, « Deux ou trois choses que nous savons du général Bigeard », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 118, 2012, pp. 145-163.

¹¹ Headquarters Department of the Army, « Field Manual 3-24. Counterinsurgency », *Marine Corps Warfighting Publication*, n°. 3-33.5, décembre 2006, p. 29 *et passim*.

¹² DURIEUX Benoit, JEANGENE VILMER Jean-Baptiste., RAMEL Frédéric (dir.). « Dictionnaire de la guerre et de la paix ». Paris : Presses Universitaires de France/Humensis, 2017, p. 78.

¹³ GINGRAS François-Pierre, « Guide de rédaction des travaux universitaires », 2005, <http://aix1.uottawa.ca/~fgingras/metho/guide-fr.html> (21 mars), consulté le 02 mars 2024 à 07h45, p. 6.

¹⁴ BIHAN Benoist, « Analyse militaire », dans TAILLAT Stéphane, HENROTIN Joseph, SCHMITT Olivier (dir), « Guerre et stratégie. Approches, concepts ». Paris : Presses Universitaires de France, 1^{re} édition, 3^e tirage, 2017, p. 199.

compte la contre-insurrection¹⁵ et implique¹⁶ : des méthodes éprouvées qui permettent de guider la réflexion et de fournir un cadre standardisé de conception ; un travail coordonné d'équipes spécialisées ; des échéances précises et des validations intermédiaires ; une distinction claire et une cohérence entre les produits de chaque niveau ; des échanges permanents et itératifs entre les niveaux de planification ; un cycle de mise à jour nourri par une évaluation permanente de situation.

Le cycle décisionnel¹⁷ conceptualise la problématique du problème à résoudre et engage la planification opérationnelle. Il existe quatre niveaux décisionnels : le niveau politique, le niveau stratégique, le niveau opératif, le niveau tactique.

Les niveaux stratégique, opératif et tactique produisent des plans et des ordres. Grâce à l'AG, des problèmes complexes militaires ou non peuvent être pris en compte. Il faut pour cela une harmonie entre les différents niveaux décisionnels¹⁸. À cet effet, l'AG s'articule en trois étapes : (la préparation : mise en place des moyens militaires, civils, publics et privés) ; (l'intervention : le déploiement de ces moyens) ; (la transition : reconstruction politique et matérielle)¹⁹.

¹⁵ Ensemble des mesures civiles et militaires prises pour faire échouer une insurrection et répondre aux principaux motifs d'insatisfaction. (AAP-06, Glossaire OTAN des termes et définitions, Edition 2021, p. 169).

¹⁶ *Anticipation et planification stratégiques*, Doctrine interarmées (DIA)-5(B)_A&PS (2013), N° 134/DEF/CICDE/NP du 16 juillet 2013, p. 43.

¹⁷ Ensemble des phases qui permet une prise de décision par niveau de responsabilité. Il permet la prise de décision à la fois par niveau de responsabilité (stratégique, opératif et tactique) et entre niveaux. Il enchaîne les séquences d'appréciation de situation, de planification, de décision, d'exécution et d'évaluation. Il appartient à chaque autorité d'inscrire son propre cycle décisionnel dans le cadre défini par l'échelon supérieur. L'utilisation de la simulation peut aider à la prise de décision. (DIA-3, Doctrines interarmées, Commandement des engagements opérationnels, Livret IV, Définitions, p. 5).

¹⁸ VEGO Milan N., « *Joint Operational Warfare : theory and practice* », U.S. Naval War College, 686 Cushing Road Newport, Rhode Island 02841-1207, Originally published 2007, by the U.S. Naval War College, Second printing, 2008, Revised edition, 2009, p. XIX.

¹⁹ VERNIA Jean-Tristan. (dir), « L'approche globale, une multitude de stratégie », Master 2 « Défense, Sécurité et Gestion des crises », IRIS SUP', Enseignement supérieur en relations internationales, année universitaire 2016/2017, p. 46.

La victoire s'obtient par l'alchimie entre la coercition et la séduction en mettant les facteurs culturels, politiques, économiques et sociaux en avant²⁰.

A - L'Approche Globale au niveau politique

Le niveau politique est le « niveau le plus élevé de la stratégie d'un État qui englobe les domaines diplomatique, économique, culturel, militaire et de sécurité »²¹. Il s'y décide l'engagement des Forces de Défense dans la chaîne du Commandement opérationnel²². Le niveau politique détermine les objectifs politiques²³ (les buts de la Guerre), l'État Final Recherché (EFR)²⁴, et la contribution des autres acteurs (diplomatiques, économiques, culturels, sanitaires, etc.) du théâtre d'opération.

L'AG au niveau politique dans le cas d'un État est aussi dénommée « *Whole of government approach* » (WGA) et « *Whole of organisation approach* » quand il s'agit d'une Organisation²⁵. Elle peut également prendre la forme d'une approche interministérielle de gestion de crise²⁶. Elle est multidimensionnelle, transversale et recherche la coopération avec les institutions en charge de la diplomatie, du développement, des relations commerciales, de la justice et des ONG.

L'AG a plusieurs acceptions : coopération/coordination civilo-militaire, mission intégrée, sécurité humaine, approche

²⁰ De Galula à Petraeus-L'héritage français dans la doctrine américaine de contre-insurrection, Cahier de la Recherche Doctrinale, Division Recherche et Retour d'Expérience, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, Armée de Terre, Ministère de la Défense, France, 7 mai 2009, p. 7.

²¹ DC-004 : Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle (GIATO) N° 212 /DEF/CICDE/NP du 16 décembre 2013, p. 96.

²² Memento des procédures opérationnelles, EMA 2019, République du Cameroun, Ministère de la Défense, État-Major des Armées, p. 6.

²³ Établi en référence à un objectif politique, but poursuivi par l'autorité politique au travers de l'implication de l'État qui engage ses forces armées. (DC-004 : Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle (GIATO) N° 212 /DEF/CICDE/NP du 16 décembre 2013, p. 99).

²⁴ Situation à obtenir à la fin d'une opération, concrétisant la réalisation de l'objectif politique. Il est global et recouvre plusieurs aspects : social, militaire, économique, humanitaire, institutionnel, sécuritaire, etc. (DC-004 : Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle (GIATO) N° 212 /DEF/CICDE/NP du 16 décembre 2013, p. 62).

²⁵ WENDLING Cécile, « L'approche globale dans la gestion civilo-militaire des crises : Analyse critique et prospective du concept », Volume 6, Les cahiers de l'IRSEM, Paris, 2010, p. 34.

²⁶ RDIA 2011/001 : Approche Globale dans la gestion extérieure des crises (contribution militaire), N° 024/DEF/CICDE/NP du 24 janvier 2011, p. 20.

pangouvernementale. Sur le plan international, elle contraint les acteurs divers à coopérer, malgré les visions différentes du monde et les intérêts divergents. Elle met ensemble les États et les acteurs non étatiques autour des démarches civiles et militaires²⁷. Elle élabore des discours, crée des règles du droit, de procédures de décision, de services bureaucratiques et des trajectoires professionnelles spécifiques²⁸. Des connexions se font dans les champs²⁹ de la diplomatie politique, du développement, de l'aide humanitaire, et de la défense. Il y a enchevêtrements entre sécurité et développement à travers le multilatéralisme. Sur le plan international, les actions de l'UE dans le cadre de l'AG sont légion. L'on peut citer : EURONAVFOR MED en méditerranée en 2015 (réduire l'afflux massif des réfugiés en démantelant les réseaux des passeurs); stratégies régionales (Corne de l'Afrique en 2009 révisée en 2011 ; Sahel en 2011, révisée en 2015 ; Syrie, Irak et menace posée par Da'esh en 2015 ; politique européenne de voisinage en 2003, révisée en 2011 et 2015).

B - L'Approche Globale au niveau stratégique

Le niveau stratégique est le « niveau auquel un pays ou un groupe de pays fixe des objectifs de sécurité à l'échelon national ou multinational et déploie des ressources nationales, notamment militaires pour les atteindre »³⁰.

L'AG dérive de deux systèmes : les EBO (*Effects Based Operations*) et les EBAO (*Effects Based Approach to Operation*) anglo-saxons et la manœuvre globale française. Les travaux du général français LYAUTEY sont également mentionnés³¹. L'AG se définit ainsi par trois modalités opérationnelles : anticiper (par de la veille stratégique, la détermination des objectifs intermédiaires et finaux, la planification d'anticipation) ; prévenir la crise émergente (agir à la source de la crise, protéger) ; intervenir dans une situation de crise (restaurer un niveau de sécurité suffisant, réduire le niveau de violence par une intervention de la force)³².

²⁷VERNA (JT), op. cit, p. 29.

²⁸ LAVALLEE Chantal, POUPONNEAU Florent, « Introduction-L'approche globale à la croisée des champs de la sécurité européenne », op.cit., p. 10.

²⁹ Un champ est un espace social de luttes relativement autonome, structure par la distribution inégale des différentes espèces de pouvoir (ou de capital), ibid., pp. 16-17.

³⁰ AAP-06, Glossaire OTAN des termes et définitions, Edition 2021, p. 223.

³¹ WENDLING Cécile, « L'approche globale dans la gestion civilo-militaire des crises : Analyse critique et prospective du concept », Volume 6, Les cahiers de l'IRSEM, Paris, 2010, p. 34.

³² VERNIA (J-T), op. cit., p. 25.

L'interaction entre les militaires et les civils s'opèrent par quatre actions : collaboration, coordination, consultation et connaissance mutuelle³³. Ce partenariat peut donc être élémentaire (participation nécessaire à l'intervention militaire), de circonstance (sollicitation dans un cadre précis, pour faire face à un besoin spontané et ponctuel de l'intervention militaire), adhésif (en complément à l'action militaire), prospectifs (compétences utilisées dans le temps long pour assurer la capacité opérationnelle de l'outil militaire).

La préparation des engagements militaires peut se faire en anticipant les crises susceptibles de concerner le pays ou en réaction avec un préavis parfois court³⁴.

Le processus de planification élabore un certain nombre d'options en amont de la décision. Celles qui seront retenues seront mise en application. À cette étape succède celle de la conceptualisation de la problématique.

1. Le caractère de la planification stratégique

Depuis la fin de la guerre froide, la typologie des menaces et des crises ne cesse d'évoluer. Des menaces conventionnelles, l'on a glissé aux menaces asymétriques et aux menaces hybrides. Les termes comme guerre/conflit de 3^e Génération, guerre/conflit de 4^e Génération et guerre/conflit de 5^e Génération sont à la mode. Les motivations et les fins des entrepreneurs de guerre et de violence sont incertaines. Leurs caractéristiques géographiques, politiques, économiques, religieuses, culturelles et ethniques divergent. Les contingents nationaux sont appelés à être déployés dans des dispositifs multinationaux. Sur le plan national, les détachements peuvent être mixtes (Gendarmerie, Armées, Police, Sapeurs-Pompiers, Douane, Écogardes...). Les Forces projetées d'horizons divers se retrouvent ainsi face à un large panel de cadre d'engagement, de rapports de force, d'objectifs politiques qui peuvent être discordants.

Face à ce mélange de particularités nationales distinctes, de cultures stratégiques souvent incompatibles, il peut être laborieux de s'appuyer sur un schéma type méthodologique. Il incombe aux Chefs militaires d'apprécier les circonstances, de les mesurer, de les exploiter afin de construire l'action au milieu de ces contingences. Le leitmotiv est d'anticiper les menaces, d'y apporter les réponses appropriées, pour surmonter l'incertitude de l'engagement, le « brouillard de la guerre ». Et

³³ VERNA (J-T), op. cit., p. 26.

³⁴ PENA Louis, « La planification stratégique : l'approche française », in Institut de Stratégie Comparée, Revue Stratégique, 2016/3 N° 113, p. 4.

pour y parvenir, il faut identifier le niveau de réflexion adéquat, mobiliser les outils d'aide à la décision conséquents.

La planification stratégique puise dans les méthodes des sciences sociales³⁵ pour apporter une réponse aux problématiques actuelles. La méthode historique, très centrée sur le volet militaire, s'abreuve de l'histoire pour étudier les crises, conflits et guerres. L'approche géographique, la géopolitique, s'accroche au milieu, à la « topographie ». La logique réaliste s'immerge dans les bouleversements technologiques, les capacités technologiques et dans la connaissance des adversaires. La méthode philosophique sonde les principes de sagesse qui s'appliquent aux secteurs de la vie sociale (Sun Zu...), à l'essence de la guerre (Clausewitz, Jomini, ...), à l'épistémologie de la stratégie (Coutau-Begarie, Poirier, ...). La démarche rationnelle se veut logique, géométrique, s'appuyant parfois sur des raisonnements non fondés, éloignés des réalités du terrain. Le raisonnement prospectif s'oriente sur le futur avec des risques d'erreurs d'analyse. La vision culturaliste plonge dans la philosophie, l'ethnologie, la sociologie des pays concernés. Ces approches méthodologiques sont complémentaires et abordent des thématiques qui enrichissent la réflexion indispensable au décryptage au contexte international contemporain.

Avec ces atouts, le planificateur du niveau stratégique cultive deux qualités du stratège clausewitzien : le coup d'œil et la résolution. Dans la réflexion ascendante il parvient à identifier les facteurs de crise et à proposer des options stratégiques adaptées aux Autorités politiques (Ministre chargé de la Défense, Président de la République). Dans la réflexion descendante, il traduit les objectifs politiques en ordres et instructions faciles à exécuter par les subordonnés.

2. Description du processus et de ses acteurs

Le planificateur peut adopter deux attitudes : réfléchir pour des crises potentielles (planification d'anticipation, planification froide), réfléchir pour des crises en cours (planification de mise en œuvre, planification de gestion de crise, planification chaude, *Crisis Response planning*).

La planification d'anticipation se base sur des hypothèses probables ou génériques. Elle peut avoir pour but de faire face à une éventuelle menace, consolider ou nourrir les orientations politico-militaires sans idée d'un engagement opérationnel. Elle peut déboucher sur des propositions de manœuvre, donner une crédibilité aux informations et apporter des réponses.

³⁵ PENA (L.), op. cit., p. 44.

La planification d'anticipation (*Advance Planning*) peut délivrer trois types de documents³⁶ : les plans de défense permanents (*Standing Defense Plan*, SDP), pour faire face à des menaces particulières ; les plans d'anticipation (*Contingency Plan*, COP), mis à jour régulièrement et qui servent à identifier les principaux paramètres à prendre en compte (capacités et forces nécessaires) ; les plans génériques (*Generic Contingency Plan*, GCOP) pour un type d'opération (embargo, démonstration de force, etc.) ou à une menace générique.

La planification de mise en œuvre ou planification d'exécution (*Crisis Response Planning*) vise, en réponse à une crise imminente ou déclarée, à préparer un plan d'opération dont la probabilité de mise en œuvre à court terme est élevée, à développer des dossiers d'objectifs. Elle inclut la planification d'urgence (*Emergency Planning*)³⁷. Elle table sur l'EFR (état final recherché) arrêté par l'Autorité politique.

Le cycle décisionnel³⁸ commence par la conceptualisation de la problématique et se poursuit par la planification. Et pour cela, la planification du niveau stratégique se fait en amont et parallèlement à celle des niveaux opératif et tactique.

II - L'APPROCHE GLOBALE AUX NIVEAUX OPERATIF ET TACTIQUE

La planification est une méthode de prise de décision opérationnelle, un outil d'aide à la décision. Les techniques de planification constituent les fondements de l'art militaire, les études stratégiques étant à la fois un art et une science. Elles permettent de dresser une cartographie des possibles. Elles formulent une vision commune aux différents acteurs et aux différents échelons pour organiser l'action

³⁶ PENA (L), « La planification stratégique : l'approche française », op.cit., p. 45.

³⁷ Planification exécutée en cas de crise soudaine. Elle constitue un cas particulier de la planification de mise en œuvre. Les travaux aux trois niveaux (stratégique, opératif, tactique) sont généralement menés en parallèle pour réduire les délais. (DIA-3, Doctrines interarmées, Commandement des engagements opérationnels, Livret IV, Définitions, p. 10).

³⁸ Ensemble des phases qui permet une prise de décision par niveau de responsabilité. Il permet la prise de décision à la fois par niveau de responsabilité (stratégique, opératif et tactique) et entre niveaux. Il enchaîne les séquences d'appréciation de situation, de planification, de décision, d'exécution et d'évaluation. Il appartient à chaque autorité d'inscrire son propre cycle décisionnel dans le cadre défini par l'échelon supérieur. L'utilisation de la simulation peut aider à la prise de décision. (DIA-3, Doctrines interarmées, Commandement des engagements opérationnels, Livret IV, Définitions, p. 5).

collective³⁹. À l'origine, la planification s'attaque à deux problèmes : un problème tactique et un problème logistique. Dans un premier temps, il y a confrontation de deux forces symétriques/dissymétriques engagées dans un duel. Dans un deuxième temps il faut étudier comment amener une force au point désiré au moment voulu. L'expression Méthode de Raisonnement Tactique (MRT) était d'actualité. Les conflits se sont complexifiés. Les acteurs se sont multipliés. La vedette a été volée aux conflits classiques conventionnels par les conflits asymétriques, hybrides, de troisième, quatrième et cinquième génération, dans une multitude de milieux et de domaines. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de monter une manœuvre basée sur une volonté forte, avec des ressources logistiques contraintes impliquant les différents échelons qui mettent en œuvre une gamme variée de savoir-faire tactiques. Les méthodes de planification opérationnelle se sont sophistiquées. Cette transformation inéluctable est la conséquence de l'émergence de « problèmes opérationnels malins » (« *wicked problems* »)⁴⁰. Ces nouveaux outils d'aide à la décision s'appellent COPD (OTAN), *Joint Operational Planning Processus* (USA), Méthode de Planification Opérationnelle (MPO, France), Méthode Globale de Planification Opérationnelle, France), Manœuvre Globale, ... En quoi consistent la planification de niveau opératif (1) et la Manœuvre Globale (2) ?

A - L'Approche Globale au niveau opératif

Le niveau opératif est le « niveau auquel des opérations de grande envergure sont planifiées, conduites et soutenues en vue d'atteindre des objectifs stratégiques sur des théâtres ou des zones »⁴¹. À ce stade se fait la coordination de l'action de la force engagée dans ses composantes tactiques. Le niveau opératif est le niveau de coordination de l'action de la force engagée dans ses composantes tactiques. Les effets à produire décidés par le niveau stratégique sont concrétisés.

La méthode de planification du niveau opératif référée dans notre étude est contenue dans le document français dénommé PIA-5(B) « Planification du niveau opératif : guide méthodologique », adopté le 26 juin 2014. Il reproduit les processus et les méthodes en vigueur à l'OTAN contenues dans la COPD (*Comprehensive Operations Planning Directive*). PIA-5(B) est le chapitre 4 (*Operational Level*) de la COPD version 2.0. En

³⁹ MILLET Jean-Michel, « Les méthodes de prise de décision opérationnelle nous rendent-elles trop prévisibles », Institut de Stratégie Comparée, Revue Stratégique, 2016/2, n°112, p. 36.

⁴⁰ Ibid., p. 38.

⁴¹ AAP-06, Glossaire OTAN des termes et définitions, Edition 2021, p. 223.

2005, l'OTAN produit la *GOP (Guidelines to Operational Planning)*. Le 17 décembre 2010, la GOP est remplacée par la COPD version 1.0⁴². La COPD version 2.0 est signée le 04 octobre 2013. Après quelques années de service, la COPD V2.0, a été révisée le 15 janvier 2021 et devient COPD V3.0, pour s'adapter au contexte de l'environnement opérationnel actuel, à l'issue des leçons tirées des exercices effectuées, des manœuvres et opérations menées et des changements dans la chaîne de commandement et des structures de l'OTAN⁴³. La COPD V3.0 continue à décrire le processus décisionnel des niveaux stratégique et opératif. Elle contient de nombreux amendements en vue de se conformer au document *NATO term, The Official NATO Terminology Database*, en vigueur depuis 2022. La nouvelle version est modifiée dans certaines parties, avec des dispositions supprimées et éléments ajoutés. C'est ainsi que la planification passe de l'environnement multidimensionnel à l'environnement multi domaine. Dans la planification d'anticipation, deux nouveaux plans apparaissent : GRP, *Graduate Response Plan* (Plan d'intervention progressif) ; SERP, *Sequenced Response Plan* (Plan d'intervention séquentiel). Le processus de planification qui se veut collaboratif et parallèle du niveau stratégique, au niveau tactique, en passant par le niveau opératif s'enrichit de trois outils élaborés à partir des services WEB fonctionnels : INTEL FS (*Intelligence Functionnal Support*), TOPFAS (*Tool for Operations Planning Functionnal Area Services*), et LOGFAS (*Logistic Functionnal Area Services*). Par ailleurs, le sigle CPOE (*Comprehensive Preparation of Operational Environnement*) est remplacé par CUOE (*Comprehensive Understanding of the Operating Environnement*)⁴⁴. Les deux expressions traitent du besoin d'acquérir des connaissances, de leur interprétation et de leur compréhension dans le contexte en relation avec une crise donnée. À cet effet, le GPO (Groupe de Planification Opérationnel) effectue au début de la planification une analyse des facteurs Temps, Espace, Force et Information et des relations entre eux. Des aménagements sont également apportés à l'étude du Centre de gravité du niveau opératif. Sa définition a été mise à jour. Le Centre de gravité devient uniquement une entité qui devra répondre à la question « qui effectue l'opération ? ». De plus, désormais, à chaque ligne d'opération correspondra un objectif opératif. La COPD V3.0 prescrit au niveau stratégique la rédaction d'un ordre, l'Ordre de Coordination Stratégique, en anglais SCO (*strategic Coordination*

⁴² Lieutenant-Colonel Mehemet SALAR, « *NATO's Operational Planning Process. The COPD-Comprehensive Operations Planning Directive* », TUR-A, NATO School-Joint Operations Department, 02 1100 - 1200 NATO Operational Planning Process & COPD.

⁴³ CHIRIAC Catalin, « *COPD V3.0 and implications on the joint level* », Bulletin of « Carol I » National Defence University, Romania, june 2022, p. 7.

⁴⁴ Ibid., p. 9.

Order). Le SCO est le mécanisme et, en même temps, le produit, qui donne des orientations et des directives aux commandements subordonnés pour la synchronisation des plans et des opérations au niveau opérationnel, dans le cadre de la campagne militaire globale. Le SCO devrait être concis et précis, même si son format n'a pas été défini.

L'approche Globale au niveau opératif est une manœuvre intégrée qui prend en compte l'environnement de l'opération et cherche la coordination sur le terrain avec les Forces en présence et les actifs civils (autorités locales, OI, ONG, entreprises privées...) ⁴⁵.

Le processus pédagogique prescrit pour la conduite d'une planification du niveau opératif repose sur trois piliers : *CRAWL* ou apprentissage (tout commence par l'assimilation des concepts, des outils, du processus) ; *Walk* ou mise en œuvre ; *Run* ou restitution ⁴⁶. Il développe trois thèmes : étude de l'environnement et analyse déductive ; étude des acteurs et analyse des centres de gravité ; étude de la mission ⁴⁷. La méthode permet d'anticiper pour mieux réagir, de partager les outils d'analyse, de garantir l'unité de l'action et du commandement. La méthode est conçue pour les opérations les plus complexes. Elle donne la liberté de simplifier et de s'adapter à la situation créée. Elle s'appuie sur le raisonnement déductif. Les facteurs sont des constats ou des données factuelles. Ils proviennent de l'analyse de la mission, de l'étude de l'environnement et de l'évaluation du niveau stratégique. Les déductions sont rapportées au contexte et à la nature de la mission (« *so what ?* »). Les conclusions sont des produits utiles pour la planification (« *what we do ?* ») et des données vivantes et actualisées (« *living estimate* »).

La planification du niveau opératif contenue dans le document PIA-5(B) se déroule en six (06) phases : Acquisition des connaissances ; Appréciation du niveau opératif ; Orientation ; Élaboration et rédaction du plan d'opération ; Conduite et révision du plan (exécution) ; Désengagement (transition).

Le processus peut être subdivisé en trois temps :

- 1^{er} temps : la planification avant la planification (phases 1 et 2) ;
- 2^e temps : la planification proprement dite (phases 3 et 4) ;

⁴⁵ *Commandement des engagements opérationnels*, (DIA)-3(A)_CEO (2014), N°151/DEF/CICDE/DR du 25 juin 2014, p. 31.

⁴⁶ 150825 ESIG 17 déroulement EOps, cours de planification opérationnelle de l'École Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé de septembre 2015.

⁴⁷ 150825 ESIG 25 module découverte planif, cours de planification opérationnelle de l'École Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé de septembre 2015.

3^e temps : la planification après la planification (phases 5 et 6).⁴⁸

Le niveau opératif (le commandant de la Force) planifie et conduit la manœuvre globale sur le théâtre d'opération en s'appuyant sur les actions de sécurité et d'influence, en coordination avec les acteurs civils⁴⁹.

Les capacités militaires définies, les missions et les tâches spécifiques fixées par le niveau opératif, la mise en œuvre est faite par le niveau tactique⁵⁰.

B. La Manœuvre Globale

Le niveau tactique est le « niveau auquel les activités, les batailles et les engagements sont planifiés et exécutés pour atteindre les objectifs militaires assignés aux formations et unités tactiques »⁵¹.

Selon Wendling, la Manœuvre Globale est la source du concept « Approche Globale »⁵². Elle représente l'Approche Globale rapportée au niveau tactique. C'est l'échelon local de mise en œuvre des capacités militaires définies. Il remplit les missions et exécute les tâches spécifiques fixées par le niveau opératif⁵³. Il comprend des composantes d'armées, organiques (Terre, Air, Mer) et des composantes fonctionnelles (opérations spéciales, opérations psychologiques, amphibie, ...)

La Tactique est l'art de combiner, en opération, les actions de tous les moyens militaires pour atteindre les objectifs assignés par la stratégie opérationnelle⁵⁴. Elle se réfère à l'action en opération⁵⁵ dans quatre modes tactiques qui sont l'offensive, la défensive, la sécurisation et l'assistance. Elle peut se présenter comme l'élément transcendant d'une manœuvre préparée, conduite et consolidée, fondement essentiel de l'action guerrière. Elle a pour finalités « contraindre l'adversaire plutôt que l'écraser,

⁴⁸ 150825 ESIG 14 la planif pour tous, cours de planification opérationnelle de l'École Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé de septembre 2015.

⁴⁹ RDIA 2011/001 : Approche Globale dans la gestion extérieure des crises (contribution militaire), N° 024/DEF/CICDE/NP du 24 janvier 2011, p. 29.

⁵⁰ Memento des procédures opérationnelles, EMA 2019, République du Cameroun, Ministère de la Défense, État-Major des Armées, p. 6.

⁵¹ AAP-06, Glossaire OTAN des termes et définitions, Edition 2021, p. 223.

⁵² WENDLING Cécile, « L'approche globale dans la gestion civilo-militaire des crises : Analyse critique et prospective du concept », Volume 6, Les cahiers de l'IRSEM, Paris, 2010, p. 18.

⁵³ Base documentaire tactique à l'usage des stagiaires de l'École d'État-Major, Edition 2^e semestres 2013 -1^{er} semestre 2014, p. 21.

⁵⁴ Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle (GIATO), DC-004_GIATO (2013), N° 212 /DEF/CICDE/NP du 16 décembre 2013, p. 143.

⁵⁵ Aujourd'hui la Tactique, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°18, mai 2009, p. 2.

contrôler le milieu pour en tirer parti, influencer les perceptions pour légitimer et susciter l'adhésion ». Les conditions particulières qui régissent une zone d'action⁵⁶ confèrent au Chef tactique une certaine autonomie de réflexion et d'action.

La manœuvre tactique s'adapte à la menace, à l'intensité de la confrontation à l'élargissement de l'incertitude et l'application des principes de guerre. Ces aptitudes lui confèrent une triple posture opérationnelle sur le même théâtre, traduction française du « THREE BLOCKS WAR » du General américain KRULAK⁵⁷. En d'autres termes, les unités tactiques sont capables de mener simultanément des actions de force contre des forces d'opposition, des actions de sécurité contre des entrepreneurs de violence et des actions d'assistance aux profits des populations et de la reconstruction. C'est pourquoi la manœuvre tactique a pour vocation de s'imbriquer dans la manœuvre globale qui « repose sur la convergence des actions de toute nature en direction de l'adversaire et du milieu »⁵⁸.

Au niveau de l'échelon tactique (de la section/peloton jusqu'à la brigade⁵⁹, la division⁶⁰, le Corps d'armée⁶¹ et leurs équivalents des autres

⁵⁶ Subdivision tactique d'une zone plus vaste dont la responsabilité opérationnelle est confiée à une unité tactique, (Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle, Edition 4 augmentée-2007, PIA OO.401, N° 414/DEF/EMA/EMP.1/NP du 8 mars 2007, p. 138).

⁵⁷ « *In one moment in time, our service members will be feeding and clothing displaced refugees, providing humanitarian assistance. In the next moment, they will be holding two warring tribes apart – conducting peacekeeping operations - and, finally, they will be fighting a highly lethal mid-intensity battle - all on the same day... all within three city blocks* », Gen. Charles C. Krulak, USMC "The Three Block War: Fighting in Urban Areas." New York, December 15, 1997.

⁵⁸ Aujourd'hui la Tactique, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°18, mai 2009, p. 6.

⁵⁹ La brigade conçoit et conduit le combat de contact ; coordonne les appuis dans la zone des contacts ; remplit une seule mission tactique simple, sur une seule direction ; dispositif continu. (Base documentaire tactique à l'usage des stagiaires de l'École d'État-Major, Edition 2020/2021 du 24 juin 2020, p. 12).

⁶⁰ La division planifie et conduit la manœuvre, ses appuis directs et son soutien logistique ; remplit une seule mission sur une seule direction ; dispositif généralement continu. (Base documentaire tactique à l'usage des stagiaires de l'École d'État-Major, Edition 2020/2021 du 24 juin 2020, p. 11).

Fonction Commandement : gère une zone arrière (zone de communication dans la zone d'action), ZARDIV1 ; ne met normalement pas en œuvre de fonctions d'environnement.

⁶¹ Le corps d'armée planifie et conduit la bataille ou la campagne globale ; met en œuvre toutes les fonctions opérationnelles ; dispositif presque toujours lacunaire ; contrôle les zones arrière. (Base documentaire tactique à l'usage des stagiaires de l'École d'État-Major, Edition 2020/2021 du 24 juin 2020, p. 11).

armées)⁶², le Chef tactique veille à introduire dans sa manœuvre militaire et sécuritaire les aspects de la politique, de la diplomatie, de l'économie et de l'information. La Manœuvre Globale adopte une « démarche historique et culturelle pour comprendre les origines de la crise, les populations locales, les adversaires, pour connaître les missions et modes de fonctionnement de tous les acteurs (les alliés, les forces de sécurité-police, gendarmerie, pompiers, sécurité civile-les membres des organismes de justice locale, nationale et internationale, les acteurs politiques et économiques, les détachements d'autres ministères ou d'autres organismes, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les médias...) »⁶³. Au sein d'une zone d'action tenue par le plus petit échelon tactique, le processus de stabilisation et de reconstruction a la même configuration qu'aux niveaux stratégique et opératif. Les acteurs sont d'horizons divers, les langues parlées sont variées ainsi que les cultures et les cultes. Plusieurs corporations sont rassemblées : diplomates, militaires, policiers, membres d'ONG, sociétés privées, médecins, entrepreneurs, juristes, gouverneurs, maires, directeurs d'écoles, artisans, interprètes...⁶⁴. Nonobstant, l'action militaire, même si elle n'est pas seule suffisante, est déterminante et centrale selon l'option stratégique choisie. Cette prégnance des opérations de sécurité est plus ressentie au début de l'engagement et à moyen terme. La composante armée est alors l'instrument principal du niveau politique dans la coordination des acteurs, dans l'ancrage structurel du théâtre et la protection des populations. Les Chefs militaires tactiques sont au cœur de la manœuvre dans les domaines de la sécurité, de la justice, de la gouvernance, de la vie sociale, de l'économie, de la reconstruction des infrastructures, de l'éducation, de la santé, etc. Ils doivent avoir la capacité d'agir sous stress, dans l'adversité, à faire face aux crises multidimensionnelles corollaires de la mondialisation. Ils s'appuient sur les actions de sécurité et les actions d'influence⁶⁵.

⁶² Les Grandes formations tactiques connues sont le Groupe d'armées, l'Armée, Corps d'armées, la Division et la Brigade. Mais dans la doctrine des forces terrestres françaises en opération n'existent plus que Corps d'armées, la Division et la Brigade. En outre, seule la brigade demeure une formation organique et permanente. (FT-03 : L'emploi des forces terrestres dans les opérations interarmées, Édition 2014, juillet 2014, p. 46).

⁶³ FT-03 : L'emploi des forces terrestres dans les opérations interarmées, Édition 2014, juillet 2014, p. 15.

⁶⁴ La Manœuvre Globale, cadre général de la contre rébellion, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°19, mai 2010, p. 3.

⁶⁵ RDIA 2011/001 : Approche Globale dans la gestion extérieure des crises (contribution militaire), N° 024/DEF/CICDE/NP du 24 janvier 2011, p. 29.

1. Cadre général de Manœuvre Globale

L'Approche Globale peut s'exécuter selon trois modalités⁶⁶ :

- Surveiller : s'appuie sur les deux fonctions stratégiques connaissance et anticipation et prévention ; les facteurs d'émergence d'une crise sont identifiés.
- Contenir la crise : il s'agit de limiter les impacts de la crise ; de la juguler en activant les leviers de la gouvernance, de la sécurité et du développement.
- Intervenir en trois étapes : réponse initiale qui consiste à l'intervention de la force pour réduire le niveau de la violence ; stabilisation pour rétablir les conditions minimales de sécurité ; normalisation pour un retour à la situation normale.

La composante militaire pourrait être impliquée dans les quatre domaines suivants⁶⁷ : la sécurité ; la formation des Forces de défense et de Sécurité locales dans le cas d'une crise externe ; la coopération civilo-militaire ; la reconstruction des infrastructures.

Les effets à obtenir par la manœuvre sont dirigés non seulement directement sur les forces et sources d'opposition, mais également indirectement sur l'environnement, l'espace humain. L'engagement militaire se retrouve ainsi dans le continuum « intervention, stabilisation, normalisation ». Il a pour finalité⁶⁸ :

- Contraindre l'adversaire par des actions feux dans l'espace aéroterrestre, les actions menées par les forces de contact, l'utilisation du terrain, les opérations d'information dans un cadre intermèdes ;
- Contrôler le milieu physique et humain par des moyens variés et dans le cadre interarmées ;
- Influencer les perceptions par la présence, la communication, le conseil et l'assistance.

La manœuvre globale peut alors être définie comme un « processus itératif visant l'atteinte de l'effet final recherché et permettant au chef de déterminer, d'obtenir puis d'évaluer un effet sur l'adversaire et sur l'environnement par la mise en œuvre de capacités militaires ou non militaires à tous les niveaux de force engagés. Ce processus implique

⁶⁶ La Manœuvre Globale, cadre général de la contre rébellion, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°19, mai 2010, p. 5.

⁶⁷ La Manœuvre Globale, cadre général de la contre rébellion, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°19, mai 2010, p. 7.

⁶⁸ FT-02 : Tactique générale, juillet 2011, p. 22.

l'ensemble des cellules d'un état-major ou d'un PC d'unité et vise à atteindre directement ou indirectement, par des effets physiques ou non physiques les centres de gravité ou les points de vulnérabilité de l'adversaire »⁶⁹. Le Chef tactique adapte sa manœuvre dans l'espace et le temps en conformité avec la démarche du niveau opératif tout en combinant les moyens à sa disposition pour atteindre le ou les centres de gravités et les points décisifs⁷⁰ adverses. « Alors que la manœuvre dite « classique » combinait le mouvement, le choc et le feu, le tout plus ou moins saupoudré d'opérations spéciales, la manœuvre globale y ajoute l'action dans les champs immatériels qui peuvent recouvrir plusieurs formes, telles que : lutte d'influence des acteurs, volonté de combattre, ressentiment historique, racines ethniques et psychologiques, niveau d'exaspération ou perception du conflit par les médias, etc... »⁷¹. Cette manœuvre de lutte contre la rébellion ou l'insurrection au niveau tactique se conçoit en trois phases :

- La préparation : initialisation des mesures de coordination ;
- La conduite des actions militaires et coordination des actions militaires et non militaires ;
- Le suivi des effets.

2. Les bases de la Manœuvre Globale

Les insurgés ou les rebelles s'appuient sur la population pour mettre en difficulté les Forces de défense et de sécurité dans la guerre asymétrique, intra étatique qu'ils mènent contre le Pouvoir politique en place. La manœuvre consiste à neutraliser ces entrepreneurs de violence et empêcher à la population de se rallier à leur cause. Pour y parvenir, il est nécessaire de réduire la liberté d'action des forces d'opposition (OPFOR) en maîtrisant les milieux physiques et humains. Il faut donc isoler et démanteler ces GANE, en veillant à préserver la population. En outre, il faut neutraliser ces bandes armées par une pression dissuasive. L'objectif est d'empêcher à ces organisations armées d'alléguer de leur légitimité, de les priver de leurs soutiens internes et externes, d'arrêter la violence, de protéger la population afin de parvenir au fonctionnement normal des institutions.

⁶⁹ La Manœuvre Globale, cadre général de la contre rébellion, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°19, mai 2010, p. 9.

⁷⁰ Points dans le temps, l'espace ou l'environnement de l'information, à partir desquels un centre de gravité ami ou hostile peut être menacé. (Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle (GIATO), DC-004_GIATO (2013), N° 212 /DEF/CICDE/NP du 16 décembre 2013, p. 20).

⁷¹ La Manœuvre Globale, cadre général de la contre rébellion, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°19, mai 2010, p. 10.

L'OPFOR ici est un adversaire particulier. Pour aboutir à ses fins, il conduit un engagement défensif qui consiste à éviter un affrontement direct, à éparpiller ses forces pour empêcher que les forces de défense ne concentrent leur effort sur un seul adversaire, et à baliser une zone de repli sûre et d'accès difficile. Dans son engagement offensif, l'adversaire irrégulier ambitionne de décrédibiliser les forces étatiques en démontrant leur inefficacité opérationnelle, de désorganiser son dispositif sur le terrain et de disloquer son effort principal. Le Centre de gravité de l'OPFOR est attaqué, pour provoquer sa disparition, son retournement afin de contribuer à l'effondrement du système adverse⁷². Il faut alors assauter ses points décisifs⁷³. Ils peuvent être issus de l'adversaire ou du milieu. Les points décisifs peuvent être constitués par une partie de l'adversaire principal ou immédiat ; un point fort de l'adversaire (éléments réservés ou fanatisés, capacité de mobilité opérative, PC ou centre de télécommunications, appuis extérieurs ou criminels) ; un point caractéristique du terrain, des moyens logistiques, le démantèlement d'une milice, un camp d'entraînement, un refuge physique ou virtuel ; un domaine immatériel (attitude de la population, médias, berceau historique...) ⁷⁴. La destruction systématique des forces opposées n'est pas recherchée. Elles doivent être confrontées dans les champs matériels et immatériels. Les lignes d'opération⁷⁵ militaires qui mènent aux centres de gravité de l'adversaire ou de l'environnement doivent être définies parallèlement à l'action politique dans d'autres domaines. Le chef tactique adapte les points décisifs de sa hiérarchie à sa manœuvre. Il les intègre s'ils sont conformes à ses moyens et à sa mission. Il les adjoint à ceux qu'il aura définis. Il construit in fine ses lignes d'opération dans le cadre espace/temps. Le point d'application de l'effort se fait sur le centre de gravité ou sur plusieurs points décisifs. Cela permet de faire basculer la volonté de l'adversaire. Cela contribue à la concentration des efforts et à l'économie des moyens.

L'un des enjeux principaux des insurgés est la population. Pour l'avoir de son côté, les irréguliers auront recours aux trois effets suivants : la séduction (miroiter la justesse de la cause), l'aliénation (combiner

⁷² FT-02 : Tactique générale, juillet 2011, p. 39.

⁷³ Point dans le temps, l'espace ou l'environnement de l'information, à partir duquel un centre de gravité ami ou hostile peut être menacé. (AAP6, p. 367).

⁷⁴ FT-02 : Tactique générale, juillet 2011, p. 41.

⁷⁵ Les lignes d'opérations sont les opérations de combat, l'entraînement et le conseil des forces de sécurité de la nation hôte, le rétablissement de services de base, la promotion de la bonne gouvernance, le développement économique, les opérations d'information. (FT-02 : Tactique générale, juillet 2011, p. 41).

séduction et terreur), l'épuration (éliminer ceux qui ne veulent pas s'allier à leur cause).

Les Forces régulières, pour empêcher aux adversaires asymétriques de parvenir à leurs fins, feront dans un premier temps un quadrillage du terrain afin de protéger les personnes et leurs biens. Ce maillage sera constitué de secteurs reliés entre eux par des lignes de communication. Chaque poste devra permettre d'obtenir les effets sur la population, sur la protection de la force et sur l'OPFOR par une pression dissuasive en dehors des zones contrôlées. Les modes d'action amis (MA) sont la patrouille, l'établissement et le contrôle d'un couvre-feu, le bouclage, le ratissage de zone. Ces MA ont pour finalité « de rechercher, capturer ou neutraliser des éléments rebelles infiltrés au sein de la population ou réfugiés dans des secteurs propices ; interrompre des activités clandestines hostiles ou briser leur influence ; découvrir ou saisir du matériel, de l'infrastructure, des armes ou des munitions utilisées par l'adversaire »⁷⁶.

Les forces agissent dans le cadre de la coopération interarmées, en impliquant les forces spéciales qui recevront des missions particulières. Cette coopération sera permanente avec la gendarmerie et la police. Les forces de troisième catégorie ne devraient pas se retrouver seules face aux populations.

Il est essentiel d'impliquer les populations locales dans le dispositif de sécurité. Cela se matérialise par la mise sur pied des groupes d'autodéfense ou de vigilance.

Dans tous les cas, la manœuvre globale se planifie dans la durée, avec comme enjeu principal le contrôle de tout ou partie de la population. Le Chef opérationnel s'appuie sur le renseignement qui lui permet de retrouver et de garder l'initiative opérationnelle. Par expérience, il est admis que la contre-insurrection ou la contre-rébellion est basée sur les opérations de renseignement. En outre, la réussite de la manœuvre globale est conditionnée par la maîtrise de la coopération civilo-militaire (CIMIC). La CIMIC consiste à « dresser un portrait précis et d'assurer un suivi : des besoins vitaux des populations et de leur risque éventuel d'engendrer de la violence ; de la répartition ethnique ; des responsables locaux politique, économique, religieux, militaire et policier ; des OI et des ONG ; ainsi que des personnes déplacées ou réfugiées ou autres en situation de détresse »⁷⁷. Dans la manœuvre globale, les intelligences et les volontés s'entrechoquent

⁷⁶ La Manœuvre Globale, cadre général de la contre rébellion, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°19, mai 2010, p. 12.

⁷⁷ La Manœuvre Globale, cadre général de la contre rébellion, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°19, mai 2010, p. 17.

dans les champs immatériels, cognitifs. Les actions d'influence sont prépondérantes et visent à amoindrir la volonté et la capacité de compréhension de l'adversaire. Les perceptions de tous les acteurs de la zone d'actions sont modelées afin d'aboutir à des comportements correspondants aux fins recherchées. Les objectifs à atteindre par le volet influence sont purement militaire, de délais, de terrain, et d'attrition des insurgés⁷⁸. Les prérogatives politiques descendent jusqu'au niveau tactique. Le concept d'opération ne prend plus seulement en compte l'approche classique « ennemi, ami, population », mais s'étend à tous les acteurs du théâtre, publics et privés, locaux et étrangers, civils et militaires. La manœuvre adresse tous les acteurs en présence, ceux qui sont favorables à l'action de la force, ceux qui sont défavorables à l'action de la force. Le vocable « forces et sources d'opposition » (FSO) est indiqué. Les plus petits maillons de la chaîne de commandement sont convertis à la culture de l'influence, dans ses principes, ses modalités d'exécution et dans la mise en œuvre des savoir-faire.

L'action opérative exerce une action destructrice, neutralisante ou de réduction sur les conditions décisives. Ces actions sont menées sur les groupes de forces terrestres, aériennes, navales, les centres de décisions politiques ou militaires, les systèmes de commandement et d'information, les actions de communication. La manœuvre tactique, composante de la manœuvre opérative, tente de détruire, neutraliser ou contrôler les effets opératifs. Ces actions sont dirigées sur les unités de combat adverses, les points forts de l'adversaire, les PC et centres de télécommunications, les points faibles de l'adversaire (lacunes, zone de moyens logistiques, limites entre unités...), les points clés du terrain, le renseignement, le contrôle du milieu, la neutralisation de l'adversaire⁷⁹.

CONCLUSION

Cet article avait pour objectif, de présenter l'approche globale de la sécurité sur le plan théorique. Cette méthode de contre-insurrection s'exécute aux niveaux politique, stratégique, opératif et tactique. L'AG prend en compte les acteurs engagés dans le processus sur les plans interne (coordination) et externe (coopération) et les phases de la crise, de la

⁷⁸ Ibid., p. 19.

⁷⁹ TTA 906 : Forces Terrestres en Opérations, Armée de Terre, Ministère de la Défense, République française, Edition avril 1999, p. 44.

prévention à la construction⁸⁰. Pour qu'elle atteigne l'efficacité escomptée, elle doit trouver sa pleine mesure vers le bas, par les acteurs sur le terrain, notamment des niveaux opératifs et tactiques. Les chefs tactiques des plus bas échelons (section/peloton) doivent comprendre les enjeux et faire le jeu, même si l'impulsion vient du haut. Cela permet de transformer un succès militaire en succès politique et de préserver la paix à long terme⁸¹. L'approche se doit *bottom-up* et *top-down* parallèlement⁸². Elle peut aider à développer de nouvelles compétences professionnelles par la manipulation des sciences sociales de guerre. Elle simule l'acquisition d'expertises et de nouveaux liens sociaux avec les autres acteurs du théâtre⁸³. L'AG requiert en amont l'analyse des causes profondes de la violence et d'insécurité. Ces causes peuvent être d'origine économique, sociale, politique et environnementale. Elles s'enracinent dans la vulnérabilité, surexposition d'une zone à des chocs, endogènes ou exogènes, en liaison avec la faible capacité à y faire face. Les risques de fragilités structurelles sont importants⁸⁴.

La mise en œuvre de l'AG pose cinq problèmes à résoudre :

- Le Leadership : le processus de gestion de crise devrait se faire sous un commandement unique exercé par les militaires, ne serait-ce que pendant la période de forte instabilité.
- La chaîne de commandement doit être unique, la chaîne logistique sous les ordres du commandement opérationnel.
- Prendre en compte le rôle joué par certaines OI dans le domaine de la sécurité. Il faut des interfaces entre ces différentes instances de sécurité par des postes de « liaison et des « comités conjoints ».
- Les acteurs locaux seront pris en compte, trouver un équilibre entre intégration internationale et spécificités locales.

⁸⁰ Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS (dir), « Approche globale et Union européenne : le cas de la Corne de l'Afrique », Étude de l'IRSEM n°35, octobre 2014, p. 29.

⁸¹ FOLLIOT Philippe, CONWAY-MOURET Helene, AIRAULT Pascal, « Atelier n°5 : L'approche globale dans la gestion des crises : le rôle de l'aide publique au développement », École Polytechnique, Lundi 5 septembre 2016, p. 1.

⁸² ROUPPERT Bérangère, « Le concept européen d'approche globale à l'épreuve de la crise sahélienne », Note d'Analyse du GRIP, 14 août 2014, Bruxelles, p. 16.

⁸³ RAYROUX Antoine, « L'Europe des militaires : pratiques et limites de l'approche globale dans la gestion des crises », Revue politique européenne, N°51, 2016, p. 135.

⁸⁴ Le continuum défense-développement, essentiel pour rétablir durablement la paix, Agence Française de Développement, Université d'été de la Défense, p. 1.

- Aboutir à une bonne coordination entre acteurs militaires et civils⁸⁵.

En outre, elle rencontre des difficultés de mise en œuvre et des limites conceptuelles. Au niveau politique national et multinational, son application est contrainte par des rivalités bureaucratiques, des insuffisances ou des déséquilibres en matière de capacités et de ressources, des divergences dans les domaines de la priorité, des intérêts et des cultures. Sur le plan conceptuel, la floraison d'interprétations possibles dans sa théorie et sa pratique limite ses avancées et rend l'évaluation de son application délicate ardue⁸⁶.

Cette méthode de contre-insurrection pour atteindre sa pleine efficacité doit être compatible avec certaines dispositions des 28 articles fondamentaux à l'échelle de la compagnie du vade-mecum de David KILCULLEN⁸⁷. Ces recommandations sont proches des développements de David GALULA⁸⁸. L'accent est mis sur l'importance de l'espace humain et sur l'AG de la COIN. La COIN est une compétition avec les insurgés pour le droit et la capacité de gagner les cœurs, les esprits et le consentement des populations⁸⁹. Le défi des FDS est de convaincre les populations qu'elles sont bien protégées et que la satisfaction de leurs attentes dépend du succès de leur mission. Les chefs tactiques auront de solides connaissances de la géographie physique et humaine de leur zone d'action. La connaissance du territoire sera également l'apanage des subordonnés. Ces connaissances sont à compléter par un bon diagnostic de la situation, en identifiant les insurgés, découvrir leurs mobiles et soutiens, connaître leur environnement. Ceci n'est possible qu'avec un bon réseau de renseignement, recueillant des informations à disséminer jusqu'aux petits échelons. Les actions des Forces de Défense et de sécurité se font en coordination avec d'autres institutions localement compétentes. Pour

⁸⁵ WENDLING Cécile, « L'approche globale dans la gestion civilo-militaire des crises : Analyse critique et prospective du concept », Volume 6, Les cahiers de l'IRSEM, Paris, 2010, p. 126.

⁸⁶ DURIEUX Benoit, JEANGENE VILMER Jean-Baptiste, RAMEL Frédéric, (dir.). « Dictionnaire de la guerre et de la paix ». Paris, Presses Universitaires de France/Humensis, 2017, pp. 81-82.

⁸⁷ KILCULLEN David John, « *Twenty-Eight Articles.Fundamentals of Company-level Counterinsurgency* », Edition 1, Washington, D.C., 29 March, 2006.

⁸⁸ Les Cahier de la Recherche Doctrinale, « De Galula à Petraeus-L'héritage français dans la doctrine américaine de contre-insurrection », Division Recherche et Retour d'Expérience, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, Armée de Terre, Ministère de la Défense, France, 7 mai 2009.

⁸⁹ KILCULLEN David John, « *Twenty-Eight Articles. Fundamentals of Company-level Counterinsurgency* », Edition 1, Washington, D.C., 29 March, 2006, p. 1.

obtenir de bons résultats, il faut impliquer les cadres subalternes (commandants de peloton, chefs de section, chefs de détachement et de groupe) bien entraînés. Les hommes seront présents en permanence, de jour comme de nuit, au contact des populations. Cela permet de construire des réseaux de confiance, pour gagner les cœurs et les esprits, persuader les populations de coopérer, identifier leurs problèmes pour les résoudre. Il faut toujours se rappeler qu'il existe une opinion publique prête à relever les manquements aux fins de manipulation par les médias. Les femmes et les jeunes, les cadets sociaux, influents dans les réseaux relationnels, seront particulièrement courtisés. Garder en permanence en esprit que la COIN est un « travail social armé »⁹⁰. Les Forces doivent toujours garder l'initiative. Et pour cela, l'accent sera mis sur le combat de la stratégie des FSO, et non de leurs forces. Cette posture est conditionnée par l'édification de ses propres solutions, excluant quand c'est opportun, la coercition.

Ces recommandations peuvent être parfaites par certaines mesures de la stratégie de stabilisation en 14 points de David PETRAEUS. Pour le Général américain, il est important de « gagner l'appui de la population civil au travers de moyens coercitifs (rétablissement de la sécurité) et non coercitifs (tisser des liens et des réseaux avec les civils sur le théâtre) »⁹¹. En se concentrant sur les moyens non coercitifs à investir, il appert que le renseignement est la clé du succès. Il doit permettre d'inventorier les données culturelles de base des populations, de comprendre la société, son histoire, sa religion, sa culture. Cela permet d'instaurer un climat de confiance avec elle, de discréditer les causes des insurgés, de diminuer son soutien à ces derniers. Les leaders locaux sont la clef du succès de cette mission. Les chefs tactiques, jusqu'au niveau des chefs de détachements et de groupes, développeront des capacités de flexibilité et d'adaptation. Ils seront des exemples pour la troupe.

BIBLIOGRAPHIE

- 150825 ESIG 17 déroulement EOps, cours de planification opérationnelle de l'École Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé de septembre 2015.
- 150825 ESIG 25 module decouverte planif, cours de planification opérationnelle de l'École Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé de septembre 2015.

⁹⁰ Les Cahiers de la Recherche Doctrinale, « De Galula à Petraeus-L'héritage français dans la doctrine américaine de contre-insurrection », Division Recherche et Retour d'Expérience, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, Armée de Terre, Ministère de la Défense, France, 7 mai 2009, p. 30.

⁹¹ Les Cahiers de la Recherche Doctrinale, « De Galula à Petraeus-L'héritage français dans la doctrine américaine de contre-insurrection », Division Recherche et Retour d'Expérience, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, Armée de Terre, Ministère de la Défense, France, 7 mai 2009, p. 32.

- 150825 ESIG 14 la planif pour tous, cours de planification opérationnelle de l'École Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé de septembre 2015.
- AAP-06, Glossaire OTAN des termes et définitions, Edition 2021.
- *Anticipation et planification stratégiques*, Doctrine interarmées (DIA)-5(B)_A&PS (2013), N° 134/DEF/CICDE/NP du 16 juillet 2013.
- Aujourd'hui la Tactique, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°18, mai 2009.
- Base documentaire tactique à l'usage des stagiaires de l'École d'État-Major, Edition 2^e semestres 2013 -1^{er} semestre 2014.
- Base documentaire tactique à l'usage des stagiaires de l'École d'État-Major, Edition 2020/2021 du 24 juin 2020.
- BEAUVAIS Thomas, « Les conflits irréguliers », Mémoire de Master en Science Politique, Institut d'Études Politiques de Toulouse.
- BIHAN Benoist, « Analyse militaire », in TAILLAT Stéphane, HENROTIN Joseph, SCHMITT Olivier (dir), « Guerre et stratégie. Approches, concepts », Paris, Presses Universitaires de France, 1^{re} édition, 3^e tirage, 2017, pp.199-216.
- CHIRIAC Catalin, « *COPD V3.0 and implications on the joint level* », Bulletin of « Carol I » National Defence University, Romania, june 2022.
- CIA : *Guide to the Analysis of Insurgency*, Approved for release 20/01/2011.
- CLECH Jérôme. « L'hybridité : nouvelle menace, l'inflexion stratégique ? », Revue Défense Nationale, N°788, 2017/3, Éditions Comité d'Étude de Défense Nationale, pp. 12-18.
- Colonel Fabrice CLÉE, « Le commandement opérationnel et la complexité, de quoi parle-t-on aujourd'hui ? », in BRENNUS 4.0, Lettre d'information du Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement, N° 4, Avril 2019.
- *Commandement des engagements opérationnels*, (DIA)-3(A)_CEO (2014), N° 151/DEF/CICDE/DR du 25 juin 2014.
- DAHO Gregory, « « Nouvelles menaces », « nouvelles guerres » : la construction des discours sur le désordre international », in LES CHAMPS DE MARS, N°20, 2009/1, Éditions La documentation Française, pp. 109-130.
- DIA-3, Doctrines interarmées, Commandement des engagements opérationnels, Livret IV, Définitions.
- DIALLO Abdourahmane, « Sahel : Washington pour une approche globale de la lutte contre le terrorisme », APA news, Apanews.net, 17 décembre 2022, consulté le 20 avril 2023 à 08h38.
- DC-004 : Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle (GIATO) N° 212 /DEF/CICDE/NP du 16 décembre 2013.
- DURIEUX Benoit, JEANGENE VILMER Jean-Baptiste, RAMEL Frédéric (dir.). « Dictionnaire de la guerre et de la paix », Paris, Presses Universitaires de France/Humensis, 2017.

- EBIEDE Tarila Marclint, « Instabilité dans le Delta du Niger : Programme Post-Amnistie et Consolidation de la paix », Nouvelle approche de sécurité collective, Paix et Sécurité, Centre de Compétence Afrique Subsaharienne, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2018.
- FOLLIOT Philippe, CONWAY-MOURET Hélène, AIRAULT Pascal, « Atelier n°5 : L'approche globale dans la gestion des crises : le rôle de l'aide publique au développement », École Polytechnique, Lundi 5 septembre 2016.
- FT-02 : Tactique générale, juillet 2011.
- FT-03 : L'emploi des forces terrestres dans les opérations interarmées, Édition 2014, juillet 2014.
- Gen. Charles C. Krulak, *USMC "The Three Block War : Fighting in Urban Areas." New York, December 15, 1997.*
- Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS (dir), « Approche globale et Union européenne : le cas de la Corne de l'Afrique », Étude de l'IRSEM N°35, octobre 2014.
- GINGRAS François-Pierre, « Guide de rédaction des travaux universitaires », 2005, <http://aix1.uottawa.ca/~fgingras/metho/guide-fr.html> (21 mars), consulté le 02 mars 2024 à 07h45.
- Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle, Edition 4 augmentée-2007.
- Guide : Gestion des risques et des nouvelles menaces, FRANCPOL/Réseau international francophone de formation policière, 5ème Congrès international, Octobre 2018, Dakar/Sénégal.
- Headquarters Department of the Army, « Field Manual 3-24. Counterinsurgency », *Marine Corps Warfighting Publication*, n°. 3-33.5, décembre 2006, p. 29 *et passim*.
- *Joint Discussion Note 4/05, 'The Comprehensive Approach' (CA), Joint Doctrine & Concepts Centre (JDCC), Ministry of Defence (MOD), UK, January 2006.*
- KILCULLEN David John, « *Twenty-Eight Articles. Fundamentals of Company-level Counterinsurgency* », Edition 1, Washington, D.C., 29 March, 2006, Articles28@hotmail.com.
- KOVACS Anne, « Approche globale », in DURIEUX B., JEANGENE VILMER J.-B., RAMEL F. (dir.). « Dictionnaire de la guerre et de la paix ». Paris : Presses Universitaires de France/Humensis, 2017, pp. 78-82.
- La Manœuvre Globale, cadre général de la contre rébellion, Doctrine Tactique, Revue d'étude générale, N°19, mai 2010.
- LAVALLEE Chantal, POUPONNEAU Florent, « Introduction-L'approche globale à la croisée des champs de la sécurité européenne », Revue politique européenne, N° 51, 2016/1, L'Harmattan, pp. 8-29.
- *Le Monde*, 19 décembre 2009.
- Les Cahiers de la Recherche Doctrinale, « De Galula à Petraeus-L'héritage français dans la doctrine américaine de contre-insurrection », Division Recherche

et Retour d'Expérience, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, Armée de Terre, Ministère de la Défense, France, 7 mai 2009.

- Les Cahiers de la recherche doctrinale, « L'action intégrale ou la récupération sociale du territoire en Colombie », Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, Armée de Terre, Ministère de la Défense, République Française.
- Lieutenant-Colonel Mehemet SALAR, « *NATO's Operational Planning Process. The COPD-Comprehensive Operations Planning Directive* », TUR-A, NATO School-Joint Operations Department, 02 1100 - 1200 NATO Operational Planning Process & COPD.
- Memento des procédures opérationnelles, EMA 2019, République du Cameroun, Ministère de la Défense, État-Major des Armées.
- MESSINGA Ernest Claude. « Les forces armées camerounaises face aux nouvelles formes de menaces à la sécurité : d'une armée de garde vers une armée d'avant-garde 1960-2010 », thèse de doctorat/PhD en science politique, Université de Yaoundé II/SOA, 2011.
- MICA CENTER/*Maritime Information Cooperation & Awareness Center*, Marine Nationale Française, Sûreté des espaces maritimes, Bilan annuel 2023.
- MILLET Jean-Michel, « Les méthodes de prise de décision opérationnelle nous rendent-elles trop prévisibles », Institut de Stratégie Comparée, Revue Stratégique, 2016/2, N°112.
- MÖCKLI Daniel, « *Comprehensive Approach* : Une approche globale dans la gestion internationale des crises », Politique de sécurité : analyses du CSS, *Center for Security Studies* (CSS), ETH Zurich, N° 42, 3ème année, octobre 2008.
- NOAH EDZIMBI François Xavier, « La gestion de la crise anglophone au Cameroun : Désaffection populaire et renforcement de la démocratie », Revue Espace.
- PENA Louis, « La planification stratégique : l'approche française », in Institut de Stratégie Comparée, Revue Stratégique, 2016/3 N° 113, pp. 41-54.
- PIA OO.401, N° 414/DEF/EMA/EMP.1/NP du 8 mars 2007.
- RAYROUX Antoine, « L'Europe des militaires : pratiques et limites de l'approche globale dans la gestion des crises », Revue politique européenne, N°51, 2016, pp. 118-143.
- RDIA 2011/001 : Approche Globale dans la gestion extérieure des crises (contribution militaire), N° 024/DEF/CICDE/NP du 24 janvier 2011.
- ROUPPERT Bérangère, « Le concept européen d'approche globale à l'épreuve de la crise sahélienne », Note d'Analyse du GRIP, 14 août 2014, Bruxelles.
- RUSCIO Alain, « Deux ou trois choses que nous savons du général Bigeard », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°118, 2012, pp. 145-163.

- TAILLAT Stéphane, HENROTIN Joseph, SCHMITT Olivier (dir), « Guerre et stratégie. Approches, concepts ». Paris : Presses Universitaires de France, 1^{re} édition, 3^e tirage, 2017.
- TTA 906 : Forces Terrestres en Operations, Armée de Terre, Ministère de la Défense, République française, Edition avril 1999.
- VEGO Milan N., « *Joint Operational Warfare : theory and practice* », *U.S. Naval War College, 686 Cushing Road Newport, Rhode Island 02841-1207, Originally published 2007, by the U.S. Naval War College, Second printing, 2008, Revised edition, 2009.*
- VERNA Jean-Tristan (dir), « L'approche globale, une multitude de stratégie », Master 2 « Défense, Sécurité et Gestion des crises », IRIS SUP', Enseignement supérieur en relations internationales, année universitaire 2016/2017.
- WENDLING Cécile, « L'approche globale dans la gestion civilo-militaire des crises : Analyse critique et prospective du concept », Volume 6, Les cahiers de l'IRSEM, Paris, 2010.